

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 30 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **30 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MARGERIE-HANCOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 24 mai 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER (à partir de 18h30), DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. DELCOMBEL, Mme FELICETTI, M. LANTERNAT, Mmes ROYER (suppléante de M. COLLOT), ARMANETTI, MM. MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. MOULIN, Mme GEOFFROY, M. GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET (jusqu'à 20h15), PASSINHAS, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, MM. BEAUJOIN, CARDOSO, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. DUCHÊNE (à partir de 18h35), EL GHALLOUSSI (à partir de 18h20).

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, MATHIEU, DESCHAMPS, MM. MALOU, CASTAGNA, NOBLET, COQUIN, BONETTI, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme JACQUEMOT, M. HMISSI, Mme BERTIN, M. ERRE.

Absents : MM. NICOULEAUD, TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ M. MATHIEU, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. NOBLET, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Romain DESANLIS.

EAU - ASSAINISSEMENT

AVENANT N°4 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION
DU SERVICE PUBLIC « EAU POTABLE »

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre FORMET

La gestion du service public d'eau potable est confiée à la société VEOLIA EAU – CGE dans le cadre d'une convention de délégation de service public entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013 pour une durée de 12 ans, modifiée par 3 avenants.

Un audit portant sur la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021 a été réalisé par le bureau d'études Bert Consultant pour analyser les prestations rendues par notre délégataire.

Il s'est avéré que celui-ci a manqué à plusieurs engagements contractuels.

Le présent avenant a pour objet d'introduire les conditions et modalités d'application des points suivants :

- ***l'apurement des manquements aux engagements et obligations contractuels du délégataire sanctionné par certaines pénalités contractuelles :***

Suite à la mise en exergue des manquements et en concertation avec le délégataire, le montant des pénalités en faveur de la C.C.V.C.D. s'élève à 155.121,33 € H.T.. Ce montant sera réaffecté en travaux.

- ***la précision des engagements contractuels relatifs au rendement et l'amélioration du suivi :***

L'article 18.1 est complété afin que le délégataire soit partie prenante dans la gestion des rendements.

Ainsi, si le niveau de rendement défini par décret n'est pas atteint et le plan d'actions non mis en œuvre, le délégataire supportera la majoration du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau appliqué par les services de l'État.

- ***la précision de l'obligation de renouvellement des compteurs du fermier :***

L'article 26.4.4 est complété afin d'avoir un suivi du renouvellement du parc compteurs et une mise à jour du fichier clients.

- ***la définition d'un programme de lavage sur la durée résiduelle du contrat :***

Le délégataire fournira un programme de lavage des réservoirs sur la durée restante du contrat, ainsi que les comptes rendus d'intervention afin que la C.C.V.C.D. puisse avoir une vision globale des investissements à faire en matière de sécurité.

- **l'amélioration du suivi d'exploitation :**

Des compléments sont apportés afin d'optimiser le suivi de l'exploitation.

Cela concerne les données du service, la gestion des alarmes, le plan de secours et les prélocalisateurs.

- **la mise à jour du SIG par l'intégration de la classe A des branchements neufs ou renouvelés :**

L'article 7.1 du contrat est modifié en intégrant le géoréférencement des branchements neufs ou renouvelés en classe A ;

L'article 52 est également modifié par l'ajout d'une pénalité de retard.

- **la précision des modalités à respecter par le fermier concernant les chèques eau en fin de contrat :**

L'article 41.1 du contrat est complété afin que la délégataire transmette à la C.C.V.C.D., avant le 1^{er} juillet 2024, le montant estimé des chèques eau relatif aux 6 derniers mois de la délégation de service public.

- **la précision de l'application de la formule de révision des prix :**

La modification de l'article 34, 7^{ème} alinéa apporte une précision sur les modifications d'indice.

La C.C.V.C.D. et le délégataire se mettent d'accord par simple échange de courriers sur le remplacement de l'indice par un paramètre équivalent.

Il est nécessaire d'acter l'ensemble des points susvisés par l'adoption de l'avenant n°4 ci-joint en application des dispositions des articles L.3135-1 5° et R.3135-7 à R.3135-8 du Code de la commande publique (C.C.P.).

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et 1411-6,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 21 mai 2024,

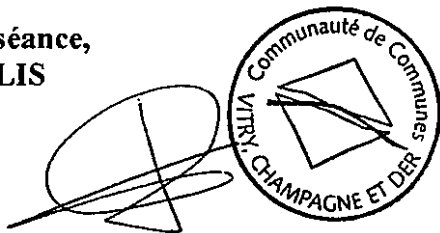
Il vous est demandé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ adopter l'avenant n°4 à la convention de délégation du service public d'eau potable en cours conclue entre VEOLIA EAU CGE et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER ;

2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant et tout document y afférant.

La délibération est adoptée
à l'**unanimité** des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Romain DESANLIS



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET

A handwritten signature in black ink, likely belonging to Jean-Pierre BOUQUET, the President of the community.

Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 JUIN 2024
et de la publication le 11 JUIN 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif
de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



Affermage du service public de l'Eau potable

AVENANT N°4

Entre :

La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, dûment autorisé par délibération en date du....., transmise en préfecture le à signer le présent avenant, ci-après dénommée « la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der »,

D'une part,

Et :

VEOLIA EAU- COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, Société en Commandite par Actions au capital de 2 207 287 340,98 dont le siège social est 21 rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 025 526, représentée par Monsieur Jean-Philippe LABRUNA, en sa qualité de Directeur du Territoire Champagne-Ardenne, ci-après dénommée « le Fermier »,

D'autre part,

ci-après dénommées ensemble par « les Parties »,

ÉTANT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

La Communauté de communes Vitry, Champagne et Der est l'autorité compétente en matière de production et de distribution d'eau potable sur son territoire. La gestion de ce service public a été confiée au Fermier par un contrat d'affermage entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013 pour une durée de douze (12) ans et modifié par trois (3) avenants.

Le présent avenant a pour objet :

- 1) L'apurement des manquements aux engagements et obligations contractuels du Fermier sanctionné par certaines pénalités contractuelles,
- 2) La précision des engagements contractuels relatifs au rendement et l'amélioration du suivi,
- 3) La précision de l'obligation de renouvellement des compteurs du Fermier,
- 4) La définition d'un programme de lavage sur la durée résiduelle du contrat,
- 5) L'amélioration du suivi d'exploitation,
- 6) La mise à jour du SIG par l'intégration de la classe A des branchements neufs ou renouvelés,
- 7) La précision des modalités à respecter par le Fermier concernant les chèques eau en fin de contrat,
- 8) La précision de l'application de la formule de révision des prix.

Les Parties conviennent d'introduire les conditions et modalités d'application de ces points.

En conséquence, les Parties ont convenu d'acter l'ensemble des points susvisés par le biais du présent avenant en application des dispositions des articles L.3135-1 5° et R.3135-7 à R.3135-8 du Code de la commande publique (CCP).

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - APUREMENT DES MANQUEMENTS AUX ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS DU DELEGATAIRE SANCTIONNES PAR DES PENALITES CONTRACTUELLES

L'audit du Contrat, relatif à la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2021, récemment mené par la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der a mis en exergue des manquements du Fermier dans l'exécution de certaines de ses obligations et/ou engagements contractuels.

Les manquements concernés spécifiquement par le présent article sont :

- Les rendements de réseaux AEP,
- Le déploiement de la télérelève,
- La mise à jour de l'inventaire des installations du service,
- Les lavages annuels des réservoirs,
- L'application équivoque du coefficient de révision « K » suite à un changement d'indice.

Au titre de ces manquements, des pénalités contractuelles prévues à l'article 52 du Contrat sont applicables. Analyse faite de l'ensemble de ces manquements et après avoir entendu les arguments du Fermier, les Parties s'accordent sur un montant total, en faveur de la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, de 155 121,33 € HT.

Les Parties conviennent de réaffecter cette somme à la réalisation, par le Fermier, du programme de travaux détaillé en annexe 1 du présent avenant.

En cas de non-respect des délais de réalisation ou de non-réalisation en tout ou partie du programme de travaux susmentionné, les pénalités précisées dans l'annexe 1 du présent avenant s'appliquent.

Seule la réalisation de ce programme de travaux dans son intégralité (montant financier) revêt un caractère libératoire et est exclusive de toute autre sanction pour les seuls faits qu'elles sanctionnent soit pour les manquements cités au présent article.

ARTICLE 2 -RENDEMENT

2.1. Précision des objectifs contractuels en milieu ruraux

L'engagement du Fermier R pour les réseaux ruraux de l'article 18.1 du Contrat est précisé comme suit :

« Pour les réseaux ruraux :

1/ à fin 2021 : 60%

2/ à fin 2023 : 65%

3/ sur la dernière période entre deux relèves de compteurs au cours de l'exécution du contrat : 70%

L'article 18.1 du Contrat est complété par les stipulations suivantes :

« En plus des obligations définies ci-dessus, le Fermier maintient le rendement du réseau au-delà du niveau réglementaire fixé en application de l'article L.2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de son décret d'application n°2012-97 du 27 janvier 2012 pour tous les types de réseaux. Dans ce cas, le rendement est calculé, selon la définition du décret n°2007-675 du 2 mai 2007 modifié et non selon la définition de la circulaire ci-avant.

Lorsque le niveau de rendement défini par le décret précité n'est pas atteint, le Fermier propose à la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der un plan d'actions pour réduire les pertes en eau.

Dans le cas où le niveau de rendement défini par le décret n'est pas atteint et le plan d'actions n'est pas mis en œuvre, du fait du Fermier, ce dernier supporte la majoration du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable » appliquée par les services de l'État. »

Si les règles de calculs du montant de la redevance viennent à évoluer postérieurement à la signature du présent avenant, les Parties conviennent de se revoir afin d'intégrer les conséquences de cette évolution en préservant l'équilibre du contrat.

2.2. Amélioration du suivi

Afin de permettre un meilleur suivi de ses engagements sur la performance du réseau, le Fermier produit les valeurs des rendements et des Indices Linéaires de Pertes (ILP) par période de relève (volume produit sur la période de relève) et par Unité de Distribution, commune par commune.

Il sera fait distinction d'une part du rendement contractuel et, d'autre part, du rendement RPQS.

ARTICLE 3 -COMPTEURS

3.1 Complétude de l'article 26.4.4

L'alinéa suivant de l'article 26.3.4 est complété comme suit :

« - lorsqu'ils sont âgés de plus de 15 années. Les compteurs âgés de plus de 15 ans à la date de prise d'effet du contrat sont remplacés, par le Fermier, dans un délai de 2 ans sauf justification probante d'impossibilité d'accéder au compteur et compteur sans abonnement. Ces données sont suivies dans Tableau de Bord. Le Fermier produit semestriellement, puis trimestriellement au cours de la dernière année d'exécution du contrat, un état du parc compteurs et sa projection du respect de ces dispositions jusqu'à l'échéance du contrat. »

3.2 Vérification du fichier des abonnées sur les compteurs inactifs

Le Fermier fournit à la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, au plus tard le 30 septembre 2024, la procédure relative au nettoyage du fichier des abonnés sur les compteurs inactifs et décrit les moyens de mesurer l'atteinte de l'objectif.

Le Fermier remet, avec le rapport annuel du Fermier, les actions menées sur le sujet.

ARTICLE 4 - RESERVOIRS

Programme de lavage et besoins en investissement

Le Fermier fournit à la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, dans un délai d'un (1) mois suivant la prise d'effet du présent avenant, un programme de lavage des réservoirs à réaliser sur la durée résiduelle du contrat.

Le Fermier fournit, à la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, en fin de période de lavage des réservoirs, les comptes-rendus des lavages qui reprennent les éléments nécessaires à une vision globale par elle des besoins en investissement sur les réservoirs autres que les travaux de mise en sécurité définis à l'article 30.3 ou les autres travaux liés à la sécurité.

ARTICLE 5 - AMELIORATION DU SUIVI D'EXPLOITATION

5.1 Données du service

L'article 6.4.2 est complété comme suit :

« Le Fermier transmet semestriellement, à la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, un tableau de bord recueillant les données sur le fonctionnement de la télérelève, l'âge maximal des compteurs et l'échéancier de renouvellement, les volumes mis en distribution et toute autre donnée pertinente pour évaluer les performances du service en cours d'exercice notamment le suivi de ses engagements contractuels. »

5.2 Historique des alarmes et dates de résolution

Le Fermier transmet, sur demande, l'horodatage d'un évènement particulier et des interventions ayant permis le retour à une situation normale. Le Fermier transmet, à la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, le coût lié à un accès en temps réel aux alarmes, dans un délai d'un (1) mois à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant, pour mise en place, le cas échéant, après accord de la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der.

5.3 Plan de secours

L'alinéa 4 de l'article 19.7 du Contrat est complété comme suit :

« Le Plan de secours comprendra notamment les dispositions prévues pour la bonne coordination avec les services de la Police de l'Eau, de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) et toute autre administration concernée, ainsi que la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der. Il comporte les dispositions pragmatiques concernant les ouvrages et réseaux du service ».

Le dernier alinéa de l'article 19.7 du Contrat est modifié comme suit :

Il assure la mise à jour permanente du plan de secours et le transmet annuellement au 15 janvier, même en l'absence de modification :

- l'actualisation des fichiers de données (statistiques, adresses des organismes à consulter, liste des pollueurs potentiels, schéma du réseau, ...)* ;
- l'amélioration des procédures en fonction des enseignements tirés des résultats de la télégestion et de l'expérience acquise lors d'incidents ;*
- Une étude des conditions dans lesquelles le Fermier satisfait aux obligations fixées par le décret n° 2007-1400 du 28 septembre 2007 précité en fonction de l'évolution des risques et des menaces auxquels la population est exposée en considération, d'une part, des objectifs de préservation de la vie humaine, de la santé publique, de la sécurité des personnes et des biens, et, d'autre part, de la continuité du service public. »*

5.4 Prélocalisateurs

Le Fermier transmet, à la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, le plan d'implantation des prélocalisateurs mobiles à minima annuellement et à chaque changement d'implantation.

ARTICLE 6 -MISE A JOUR SIG

Il convient d'intégrer au SIG, le géoréférencement des branchements neufs et renouvelés en classe A. Ainsi, l'alinéa 4 de l'article 7.1 du Contrat est complété comme suit :

« Concernant plus particulièrement les branchements, le Fermier intègre – à compter du 1^{er} janvier 2024 – au SIG, en classe A (conformément à l'arrêté du 15 février 2012 modifié pour les travaux neufs), les branchements neufs y compris ceux qu'il n'a pas réalisés lui-même, ainsi que branchements renouvelés chaque année, de sorte que le 31 janvier N+1, le SIG soit à jour des travaux réalisés lors de l'année N. Le SIG est mis à jour de manière continue la dernière année du contrat de sorte que le SIG soit complet à l'échéance du contrat. »

L'article 52 est complété comme suit :

« u) En cas de retard dans la mise à jour du SIG conformément à l'article 7 du contrat, une pénalité de 50 € par ouvrage est applicable. »

ARTICLE 7 - CHEQUES EAU

Les modalités concernant les chèques eau nécessitent d'être précisées. Ainsi, l'article 41.1 du Contrat est complété comme suit :

« Le Fermier remet au CCAS, avant le 1er juillet 2024, le montant estimé des chèques eau relatif aux 6 derniers mois. »

ARTICLE 8 - FORMULES DE REVISION DES PRIX

Précisions sur les indices de la formule de révision des prix

Le 7^{ème} alinéa de l'article 34 est modifié comme suit :

« Dans le cas où l'un des indices ci-dessus n'est plus publié, la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der et le Fermier se mettent d'accord, par simple échange de courriers, sur son remplacement par un paramètre équivalent correspondant sensiblement au même élément du prix de revient. »

ARTICLE 9 - STIPULATIONS GÉNÉRALES

Toutes les autres stipulations du contrat initial et de ses avenants non expressément modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 10 - PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification au Fermier sous réserve que les mesures pour le rendre exécutoire aient été mises en œuvre.

ARTICLE 11 - ANNEXES

Sont annexés au présent avenant, les documents suivants :

- Annexe 1 : Programme de travaux à réaliser par le Fermier
- Annexe 2 : PPR mis à jour

Fait à ..., le,

Pour la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der	Pour le Fermier, VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
Le Président, Jean-Pierre BOUQUET
A	A
Le	Le